

Nous sommes sur le bon chemin.
Premier Ministre – Eerste Minister

Monsieur le Président,
Chers collègues,

La **lucidité** est la première condition pour prendre de bonnes décisions. Pour nos concitoyens et dans l'intérêt général.

Nos atouts sont nombreux : la localisation au cœur de l'Europe et la présence de nombreuses institutions internationales par exemple.

Nos infrastructures, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires, la productivité de notre main-d'œuvre, son multilinguisme sont aussi des points forts, largement reconnus au-delà de nos frontières.

L'économie belge est aujourd'hui sur la bonne voie. La voie de la croissance durable pour maintenir des standards de vie de qualité.

La Banque nationale table, dans ses dernières prévisions, sur une croissance économique de 1,3% en 2015. C'est légèrement en-dessous (0,2%) de la moyenne escomptée pour la zone euro.

Ces chiffres ne prennent pas encore en compte l'impact de nos dernières mesures économiques et fiscales. Ces mesures

seront analysées par le Bureau du Plan et la Banque nationale.

La croissance est favorisée par une hausse de la consommation, la baisse des prix pétroliers et la dépréciation de l'euro.

La croissance des exportations devrait atteindre 3,4% en 2015 et même 4,2% en 2016.

Le nombre de faillites a diminué de 14% cet été par rapport à l'an passé.

Les investissements des entreprises ont augmenté de 2,6% en 2014 et devraient croître de 3,3% en 2015 et en 2016.

Le nombre de crédits hypothécaires a augmenté de 31% par rapport à l'année passée.

Bien sûr ces signaux sont encourageants. **Nous sommes sur le bon chemin.** Mais ces signaux ne sont pas encore assez structurels. Hors de question de verser dans une forme de triomphalisme.

Je suis optimiste mais je ne suis pas naïf.

Les développements économiques et géopolitiques internationaux ont et auront une influence sur notre situation.

La croissance sur les marchés émergents a ralenti. Or, ils représentent une part de plus en plus importante dans l'économie mondiale.

Le FMI, par exemple, a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour s'établir à 3,1%, soit 0,2% de moins que lors des prévisions de juillet.

La réalité économique est en mouvement perpétuel. Il y a des incertitudes qui pèsent sur la croissance mondiale. Nous devons donc renforcer nos avantages comparatifs et corriger nos points de fragilité.

Renforcer notre modèle économique au service des protections sociales. Pas seulement la croissance quantitative mais aussi l'amélioration qualitative des standards de vie. Voilà quel est notre objectif.

Nous devons donc tenir notre budget en ordre. Le respect de nos engagements européens est garanti. Nous avons choisi d'assainir nos finances publiques. Nous voulons résorber les déficits pour enrayer le cercle vicieux de l'endettement.

Nous veillons à dépenser moins et à dépenser mieux. Le budget 2015 sera ajusté avec une amélioration du solde structurel de 0,6% en 2015 ainsi qu'en 2016. L'objectif est d'atteindre l'équilibre structurel en 2018.

Nous réaliserons un monitoring régulier de la situation budgétaire et de l'exécution des réformes économiques et sociale.

L'accord de ce gouvernement repose sur un projet de société. Le triptyque « liberté, solidarité et responsabilité » constitue la clé de voute de ce projet politique.

Le développement économique n'est pas une fin en soi. Le développement économique et la création d'emplois au service de nos protections sociales. Voilà l'objectif qui nous mobilise.

Il ne s'agit pas simplement de proclamer la solidarité. Nous sommes au travail, chaque jour, pour la rendre effective.

La première priorité, c'est donc soutenir la création d'emplois. Nous avons d'emblée pris des mesures pour favoriser les investissements des entreprises. Et donc créer des emplois supplémentaires.

99% des entreprises sont des petites et moyennes entreprises. Elles représentent 42% de la valeur ajoutée dans le PIB. C'est l'épine dorsale de notre économie et donc, de notre prospérité.

Nous encourageons l'esprit d'entreprise et le sens de l'initiative. Et nous voulons soutenir ceux qui prennent des

risques pour créer de l'activité et générer des emplois supplémentaires.

Le Tax shelter pour les starters constitue un encouragement fiscal sans précédent pour mobiliser l'accès au financement et soutenir ainsi l'économie réelle.

Nous sommes convaincus que l'agenda digital représente une extraordinaire opportunité pour notre pays.

L'économie numérique devrait croître de 8% pendant les 5 prochaines années.

L'objectif « Digital Belgium » vise à faire entrer notre pays dans le top 3 des pays les plus numérisés d'Europe.

Nous sommes convaincus que 1000 nouvelles start-up et 50.000 nouveaux emplois pourraient être créés.

Cela suppose un cadre juridique stable qui prend en compte les questions de sécurité mais également de respect de la vie privée dans le cadre du traitement des données.

Le développement du commerce électronique est spectaculaire et exponentiel. Nous devons être au rendez-vous.

Depuis plusieurs mois, les partenaires sociaux ont démarré une concertation visant à adapter le travail de nuit en lien

avec l'e-commerce. Le Gouvernement veillera à ce que des décisions puissent être prises dès la fin de cette année.

Le **secteur horeca** représente un gisement considérable de valeur ajoutée et d'emplois. L'imprévisibilité de la charge de travail et donc des horaires en font un secteur très spécifique.

Le secteur attendait depuis longtemps des réponses adaptées. Nous avons mis en place les flexijobs. Nous avons assoupli le régime des heures supplémentaires. Et nous avons facilité le régime du travail occasionnel. Ce sont des réponses concrètes.

Le **secteur de la construction** est confronté à un paradoxe. D'un côté, les activités de la construction ont augmenté de 1,8% dans notre pays. De l'autre côté, le secteur subit une véritable hémorragie d'emplois de travailleurs nationaux.

Le secteur ramène chaque année plus de 20 milliards d'euros de recettes dans les caisses de l'Etat (soit 11,6%).

Ce poumon économique est aujourd'hui malmené. Le dumping social amène une concurrence déloyale contre nos entreprises. Et nous avons entendu le signal d'alarme.

Nous sommes depuis plusieurs mois à table avec les employeurs et les syndicats. Des premières décisions ont déjà été prises pour mieux lutter contre le dumping social. Nous devons combattre les détachements illégaux de travailleurs.

Plus largement, la fraude sociale comme fiscale doit être au centre de nos attentions. Les batteries de mesures déjà prises devront produire leurs effets.

Chers collègues,

Le travail réalisé en un an est gigantesque.

- La baisse des cotisations sociale de 33 à 25%.
- L'exonération des charges pour les premiers emplois créés dans les PME.
- Les améliorations au statut social des indépendants.
- La suppression des plafonds de rémunération pour le travail des pensionnés.
- La réforme du revenu pour complément de chômage.
- Le tax shelter et le crowdfunding pour le financement des PME.
- La modernisation du crédit-temps.
- La réforme des allocations d'insertion.
- La reconnaissance et l'amélioration du statut des aidant-proches.
- ...

Voici quelques-unes des décisions déjà engagées. Avec une obsession : **créer les conditions pour plus d'emplois dans notre pays**. Jobs, jobs, jobs.

Et nous voulons aller plus loin.

Nous avons pris l'engagement de réaliser une réforme fiscale et un tax-shift. Cet engagement est tenu.

Le travail en Belgique est trop taxé. Toutes les enquêtes internationales l'ont montré.

Nous réalisons un glissement de fiscalité pour augmenter les salaires nets et baisser les charges qui freinent l'embauche.

Plus de salaire poche pour tout le monde, et prioritairement pour les bas et les moyens salaires.

Nous voulons baisser la pression fiscale globale. Nous devons donc améliorer le rapport qualité-prix du fonctionnement de l'Etat. Nous avons d'ores et déjà lancé le processus de redesign de nos administrations afin de nous adapter aux mutations et de mieux respecter l'argent public.

Chers collègues,

Nous injectons 8,3 milliards d'euros de carburant dans le moteur économique de notre pays. Ce n'est pas un slogan. C'est une décision.

Et nous sommes concrets. Dès 2016, les salaires seront augmentés jusqu'à 83 euros nets par mois pour les plus bas d'entre eux.

A la fin de la législature, les baisses d'impôts oscilleront entre minimum 74 euros par mois, jusqu'à 146 euros par mois pour les bas salaires.

1752 euros nets par an. Largement plus qu'un treizième mois. Promesse tenue !

Ce Gouvernement est authentiquement social et responsable.

Nous réformons l'impôt des personnes physiques.

Nous augmentons pour tout le monde le seuil à partir duquel le premier euro d'impôt est payé.

Nous augmentons la déductibilité des frais forfaitaires.

Nous relevons le seuil de rémunération pour atteindre le taux de 45%.

Et nous supprimons purement et simplement le taux de 30%.

C'est une réforme historique.

Tout bénéfique pour tous les salaires.

Ces baisses d'impôts sont financées par de nouveaux prélèvements sur les revenus du capital. Je pense par exemple à la hausse du précompte mobilier dès 2016, aux opérations de régularisation, à la taxe Caïman, à la taxe de bourse et à la taxe sur la spéculation financière.

Jamais un gouvernement n'a autant mis les revenus du capital à contribution pour financer une baisse des impôts sur le travail.

Nous avons également choisi d'augmenter les prélèvements pour décourager les comportements nocifs pour l'environnement ou pour la santé.

La hausse des accises sur le diesel, ainsi que la baisse des accises sur l'essence, s'inscrit parfaitement dans cette démarche environnementale.

A quelques semaines de la conférence de Paris sur les changements climatiques, nous assumons pleinement nos responsabilités.

Dans le même esprit, la hausse des prélèvements sur le tabac et sur l'alcool cadre avec nos choix pour la santé publique.

Nous voulons aller plus loin. Le Gouvernement étudiera un dispositif fiscal pour encourager les bonnes pratiques alimentaires. Ces propositions feront l'objet d'une concertation approfondie avec les acteurs de la santé et les secteurs économiques concernés.

Chers collègues,

La lutte contre la fraude fiscale doit être une bataille permanente. Nous renforçons nos coopérations sur le plan international.

Non seulement toutes les mesures décidées par le passé ont été confirmées.

Mais nous avons aussi décidé de recruter une centaine de fonctionnaires supplémentaires pour renforcer les contrôles.

L'objectif budgétaire est ambitieux. Nous voulons récupérer plus d'un demi-milliard d'euros.

Chers collègues,

Nous ne comptons plus les appels lancés depuis des années pour prendre à bras le corps la question du handicap salarial.

Ce handicap salarial avec nos pays voisins a détruit ces dernières années des milliers d'emplois et a empêché la création de milliers d'autres.

Ici aussi, l'engagement est tenu. Nous baissons massivement les charges pour encourager la création de nouveaux emplois.

Les bas salaires sont bien sûr privilégiés.

Et je suis précis. Dès 2016, les cotisations patronales passeront de 17,3 à 13% sur un salaire de moins de 1500 euros.

Avant la fin de la législature, ce sera 10,9%.

J'ose l'affirmer. Nous franchissons un pas historique. Bientôt, le handicap salarial ne sera plus qu'un mauvais souvenir du passé.

Et le secteur non marchand n'est pas oublié. Une part substantielle de la baisse des charges lui est consacrée. Cela traduit, ici aussi, notre volonté de défendre un projet juste et équitable.

Aller plus loin. C'est aussi notre choix pour les PME et les indépendants. 580 millions d'euros sont mobilisés. Et ici aussi, nous sommes parfaitement cohérents. L'emploi, les investissements et le pouvoir d'achat. Ce sont nos trois objectifs.

Nous décidons l'exonération complète et à vie des cotisations patronales pour le premier recrutement par un indépendant ou une PME.

Cette mesure sera valable pendant les 5 prochaines années.

Concrètement, cela représente une baisse des charges de plus de 11.000 euros par an par rapport à la situation actuelle.

Et ce n'est pas tout. Nous élargissons les exonérations pour le deuxième emploi jusqu'au sixième recrutement. Cette mesure entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Concrètement, une PME qui engage pourra réinvestir jusqu'à 101.000 euros en 4 ans par rapport à la situation antérieure.

Par ailleurs, nous doublons la mesure de déduction d'investissement productif dans les PME.

Nous augmentons aussi le pouvoir d'achat des indépendants. En effet, nous baissions en trois ans les cotisations de 22 à 20,5%. Cela représente concrètement un gain jusqu'à plus de 800 euros par an.

Plus que jamais, les PME et les indépendants sont nos partenaires pour la prospérité.

Agriculture

Chers collègues,

L'agriculture est un secteur économique à part entière. Et il est confronté à des difficultés récurrentes.

Nous devons lutter contre la volatilité des prix.

Nous avons agi en mettant en place des mesures d'assouplissement du paiement des allocations sociales ou encore en consacrant les exonération fiscales sur les aides de la PAC.

Et, dans le respect des compétences des régions, nous continuerons à plaider sur le plan européen pour augmenter le prix d'intervention dans le cadre de la crise du lait ou

encore pour élaborer un plan de soutien aux éleveurs de viande bovine.

Energie, climat

Chers collègues,

L'énergie représente un enjeu stratégique . C'est un sujet complexe. Nous visons l'équilibre optimal entre la sécurité d'approvisionnement, la compétitivité et le coût de l'énergie. La dimension environnementale et climatique est bien sûr fondamentale.

Afin de garantir l'approvisionnement, la loi de prolongation des unités nucléaires Doel I et II a été votée. Les avis des autorités indépendantes en matière de sécurité sont essentiels à nos yeux.

Le prochain défi est de réussir à travailler main dans la main avec les régions afin de définir ensemble une politique énergétique interfédérale.

Sur le plan climatique, nous plaidons pour un accord juridiquement contraignant à l'occasion de la Cop21 à Paris.

Mobilité

Nous devons aussi développer le transport par train.

La vision stratégique pour le rail a été présentée cet été aux différents acteurs. Ce plan doit viser la qualité au service au client : ponctualité, accessibilité, sécurité, propreté.

Les accidents de la route donnent lieu chaque année à de nombreux drames pour les familles. Nous voulons lutter contre l'impunité au volant. La sécurité des motards nous interpelle également. Nous travaillons avec les associations pour identifier des mesures concrètes utiles pour la sécurité de ces usagers. La concertation étroite dans le respect des compétences de chacun avec les entités fédérées sera indispensable.

Chers collègues,

La stratégie aéroportuaire est un sujet délicat. Nous devons trouver l'équilibre entre le maintien d'un pôle économique créateur d'emplois et la réduction des nuisances sonores pour les riverains.

Comme annoncé, le moratoire a été mis en place concernant l'ancien plan de survol de Bruxelles. Ceci a permis de diminuer drastiquement le nombre de personnes survolées.

Nous savons que cette solution n'est ni parfaite, ni définitive. Nous allons donc continuer à travailler en concertation avec les associations de riverains et les autorités locales concernées.

Je lance aussi un appel aux gouvernements régionaux pour analyser ensemble les meilleures solutions. Et nous plaidons pour une méthode rigoureuse qui se fonde sur l'objectivation, la sécurité et les analyses d'impact sur les riverains.

Entreprises publiques

Les entreprises publiques représentent des enjeux stratégiques. Nous voulons les rendre plus agiles afin de faire face aux mutations économiques et sociales.

Le projet de révision de la loi de 1991 a donc été approuvé par le gouvernement afin de créer un « level playing field » permettant d'améliorer leur position concurrentielle.

Soins de santé et pensions

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Nous marchons sur nos deux pieds. L'engagement économique et le projet social.

Notre génération doit prendre aujourd'hui des décisions courageuses et nécessaires pour consolider nos protections sociales.

La hausse de l'espérance de vie nécessite de nouveaux moyens financiers pour garantir l'accès à des soins de santé de qualité. Et pour garantir le paiement durable de pensions solides.

Nous ne voulons pas d'une médecine à deux vitesses. Nous voulons le libre choix pour le patient et la liberté thérapeutique pour le médecin.

Nous avons par exemple lancé la réforme du financement des hôpitaux pour conjuguer qualité et responsabilité.

Nous avons conclu un pacte avec le secteur pharmaceutique pour maîtriser l'évolution des coûts des médicaments tout en garantissant les capacités de recherche et d'innovation.

Nous avons renforcé les moyens pour les maladies chroniques.

Nous avons démarré de nouvelles initiative pour mieux prendre en compte les maladies psychiatriques.

L'avenir des pensions, c'est d'abord un test de solidarité entre les générations.

Bien sûr il est plus simple de laisser croire que l'on peut travailler moins longtemps et néanmoins augmenter le montant des pensions. Mais cela n'est pas la réalité. Nous

avons donc décidé de limiter les conditions d'accès aux différentes formes de sortie anticipée du marché du travail.

Nous avons aussi décidé d'élever progressivement l'âge légal de la retraite (67 à partir de 2030). La commission nationale pension se met en place.

Nous nous engageons pour un dialogue responsable et de qualité de qualité avec les partenaires sociaux afin de définir les modalités plus précises de cette réforme indispensable.

Lutte contre la pauvreté

Chers collègues,

1 Belge sur 7 vit sous le seuil de pauvreté. Personne dans cette assemblée ne peut rester les bras ballants face à cette situation d'exclusion. Ici aussi, nous voulons agir.

Les projets de réintégration des sans-abris vers des logements stables sera prolongé et élargi à davantage de communes. De nouveaux projets pour mieux soutenir les mères célibataires avec de faibles revenus seront concrétisés.

La pauvreté infantile sera combattue en soutenant les dynamiques locales.

Enfin et surtout, l'octroi de droits automatiques et la hausse des minima sociaux est une priorité.

Je suis d'ailleurs fier que ce gouvernement ait augmenté l'enveloppe bien-être de 44% par rapport à la période précédente. C'était 656,9 millions d'euros pour la période 2013-2014. Ce sera sous ce gouvernement 946,7 millions d'euros sous ce gouvernement en 2015-2016. Et nous porterons le montant à 1,2 milliard en 2018.

Les minima ont été augmentés de 2% à partir de ce mois de septembre. 1.850.000 pensionnés ont vu leur pécule de vacances augmenter de 15%. Et pour être concret, un pensionné avec 45 ans de carrière recevra 50 euros de plus chaque mois (835,81 euros bruts. Il reçoit depuis mai 2015 885,07 euros bruts).

De la même manière, les forfaits, les minima en matière de chômage et le revenu d'intégration (leefloon) sont relevés de 2%.

Ici aussi, nous voulons faire mieux. 50 millions d'euros supplémentaires seront destinés dès 2016 à renforcer le revenu d'intégration, la grappa (Igos) et les pensions les plus basses.

Au total, plus de 2,5 millions de citoyens ressentiront les effets positifs de ces mesures. Ça ce sont les faits.

Nous avons aussi décidé de réformer le projet individualisé d'intégration sociale. Nous voulons une responsabilisation

plus forte dans une logique de droit et de devoir. Nous organiserons une concertation avec les CPAS.

Sécurité et Justice

Chers collègues,

Nous devons travailler sans relâche pour la sécurité de nos concitoyens.

Ces derniers mois, l'Europe n'a pas échappé au fanatisme et à la lâcheté. Des terroristes ont assassiné des victimes innocentes.

Le musée juif de Bruxelles, Verviers, Charlie Hebdo ou le Thalys Bruxelles- Paris ont été le théâtre d'attaques ou de tentatives d'attaques sanglantes.

Notre mobilisation pour protéger nos valeurs démocratiques doit être totale. Et l'honneur des démocrates, c'est de combattre le terrorisme dans le respect de l'Etat de droit.

Nous devons en permanence veiller à cet équilibre délicat entre le droit à la sécurité et les libertés fondamentales comme le respect de la vie privée.

Nous avons agi d'emblée. Un plan avec 12 mesures a été concrétisé.

Nous avons mis en place le Conseil national de sécurité.

Nous avons organisé la possibilité de retirer les cartes d'identité ou les passeports des foreign fighters.

Nous avons renforcé les moyens pour les équipes spéciales d'intervention et pour la sûreté de l'Etat.

Nous avons simplifié le recours aux techniques spéciales d'enquête.

Et nous avons même décidé le renfort de l'armée sous certaines conditions et certaines circonstances.

Nous n'en avons pas fini avec le terrorisme. Nous allons continuer à agir

Le gouvernement se penchera aussi sur les propositions en matière de tâches prioritaires pour nos services de police (kerntaken). Il s'agira de mieux articuler les différentes fonctions pour mieux garantir encore le niveau de sécurité.

Les réformes de la justice sont largement engagées.

Les premiers textes, qui améliorent le droit de la procédure civile, ont déjà été votés au Parlement.

Nous travaillons pour rendre les procédures plus rapides et plus efficaces.

La procédure pénale sera améliorée. Le « plaider-coupable » sera instauré. Et le contrôle judiciaire de la détention préventive sera rationalisé.

D'autres projets seront également déposés concernant le stage judiciaire, l'internement ou encore la réforme de l'organisation judiciaire.

L'amélioration de la gestion des bâtiments judiciaires est aussi une importante préoccupation pour le gouvernement.

Par ailleurs, nous avons en quelques mois résorbé l'arriéré des factures de la justice.

La Belgique sur la scène européenne et internationale

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Nous travaillons d'arrache-pied. Nous voulons mettre notre pays en ordre sur le plan économique et social. Nous voulons aussi le rendre plus sûr pour nos concitoyens. Nous voulons être plus solides pour affronter les différents défis auxquels nous sommes confrontés.

Nous sommes lucides. L'ancrage européen et international influence la situation en Belgique.

L'intégration européenne est un pilier de notre action.

La consolidation de la zone euro et le renforcement du marché intérieur sont plus que jamais nos objectifs.

Bien sûr, nous devons mettre nos budgets en ordre et nous le faisons. Mais cela n'est pas suffisant.

Les réformes structurelles pour la convergence fiscale ou pour le marché du travail sont indispensables pour favoriser la croissance et l'emploi.

Nous soutenons aussi la concrétisation du Plan Juncker pour soutenir les investissements dans les infrastructures, les télécommunications ou encore l'énergie.

Pays fondateur de l'Union européenne, nous sommes déterminés à assumer pleinement notre rôle. .

Nous serons actifs dans les discussions qui ont démarré sur l'approfondissement de l'union économique et monétaire. Nous allons aussi continuer à renforcer la coopération au sein du Benelux.

Notre action diplomatique est focalisée sur différents défis. Des menaces pèsent sur le voisinage immédiat de l'Europe. A l'est, avec la crise en Ukraine et les relations avec la Russie. Mais aussi au sud, où le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont en ébullition.

La situation en Syrie, en Irak et en Libye est un profond facteur d'instabilité pour la région d'abord, pour l'Europe ensuite.

Aux Nations-Unies, j'ai plaidé pour une approche globale, à la fois humanitaire et politique. En Syrie, l'option militaire n'est pas exclue, dans le respect du droit international et au sein d'une coalition.

Je mesure régulièrement l'excellente perception du travail de nos militaires dans les opérations à l'étranger.

La Belgique est un partenaire fiable et crédible. En Irak, en Afghanistan, au Mali, en Afrique ou en Méditerranée et parfois même dans nos rues, nos militaires travaillent pour notre sécurité. Au nom du Gouvernement, je veux une fois encore leur dire merci.

La préparation du plan stratégique de la Défense est bien avancée. Nous allons continuer à y travailler afin de définir les contours et les moyens pour une défense solide au service de la sécurité et de la stabilité de notre société.

Migration

L'Europe est confrontée à la plus grave crise migratoire depuis la seconde guerre mondiale.

Les guerres, les conflits et les changements climatiques en sont les principales raisons.

Nous avons en quelques mois créé plusieurs milliers de places supplémentaires pour accueillir dans la dignité les candidats réfugiés.

De la même manière que nous plaidons pour un plan de répartition européen, nous travaillons sur le dossier difficile du plan de répartition chez nous.

Nous mobilisons aussi les moyens humanitaires et de coopération au développement afin de soutenir les efforts de stabilité dans les pays d'origine.

Nous avons un cap. Nous menons une politique migratoire humaine mais ferme. Et nous plaidons pour le renforcement des frontières extérieures de l'Union européenne ainsi que la mise en place de hotspots.

Conclusion

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Il y a un an, votre assemblée nous accordait sa confiance.

Nous avons depuis lors lancé de nombreuses réformes économiques et sociales.

Nous n'avons pas choisi le chemin de la facilité. Mais je veux répéter encore que nous souhaitons progresser dans le respect de la concertation sociale.

En un an, de nombreux accords sociaux ont été conclus et ont été très largement exécutés par le gouvernement.

La concertation sociale a joué un rôle important dans l'histoire de notre pays. Elle doit demeurer un socle solide au départ duquel nous réussirons à relever les défis délicats auxquels nous sommes confrontés.

Après la sixième réforme de l'Etat, la loyauté fédérale est un autre engagement que nous devons partager. Ici aussi, je suis convaincu qu'au-delà des rapports de force ou des opinions démocratiques différentes, chacun fera sa part de l'effort pour coopérer avec sérénité et dans un esprit constructif.

Nous sommes sur le bon chemin et nous tiendrons le cap. Notre projet n'est pas un projet comptable. C'est un projet de société qui vise à réveiller l'espoir et à renforcer la confiance.

Les premières décisions n'étaient pas toujours simples à prendre. Nous devons mieux expliquer. Nous devons mieux convaincre.

Nous agissons pour tous les citoyens. Sans exception. Tous égaux. Avec des droits et des devoirs.

Nous ne voulons ni privilégier, ni laisser personne sur le côté.

Nous voulons renforcer notre économie.

Nous voulons davantage d'emplois.

Nous voulons mettre nos comptes en ordre.

Nous voulons soutenir l'initiative, l'ingéniosité et le sens de l'effort.

Nous voulons consolider nos protections sociales.

Nous voulons lutter contre la pauvreté.

Nous voulons soutenir les plus fragiles.

Le cap est fixé. Nous avons démontré notre capacité à prendre des responsabilités.

Nous sommes déterminés à poursuivre le travail.

Seul le prononcé fait foi. Enkel het gesproken woord telt.

Les premiers résultats commencent à apparaître. Nous sommes optimistes. Mais nous sommes conscients des obstacles sur le chemin. Nous rejetons l'immobilisme. Nous optons résolument pour l'action.

Cette majorité est solide et rassemblée. Nous allons poursuivre le chemin ensemble. Je vous demande d'accorder la confiance au gouvernement.

Je vous remercie.